

Extrait du rapport présenté par le B. N. à l'A. G.
de l'U.N.E.F de Janvier 1968

... Pour mieux apprécier les causes de cette déviation de la campagne revendicative, il est nécessaire de la mettre en référence à l'état du mouvement, c'est-à-dire non seulement l'état des A.G.E. mais aussi les rapports qu'elles entretiennent entre elles d'une part et avec le Bureau National d'autre part.

Au cours du 1er Trimestre la seule information sérieuse que le B.N. avait pu obtenir de la part de A.G.E. en ce qui concerne leur situation était parvenue lors de la réunion des présidents d'A.G.E. A cette époque, et selon les renseignements que nous avons pu avoir, il nous semblait que l'U.N.E.F. avait la possibilité au vu des difficultés de la rentrée de se réimplanter solidement. La vente de cartes semblait en hausse, il apparaissait que les étudiants étaient prêts à répondre massivement à l'appel de leur organisation. De cette situation nous avons tiré un bilan relativement optimiste en ce qui concerne l'avenir du mouvement pour l'année en cours. De là nous espérions aussi de la part des A.G.E. une capacité d'intervention accrue par rapport à l'année précédente, intervention qui devait se concrétiser par une semaine nationale d'action.

La volonté du Bureau National de renouer les contacts avec les A.G.E. de province notamment, dont certaines lui semblaient bien isolées, au cours du premier trimestre a été mise en échec par le fait que quelles que soient les circulaires qu'il ait envoyées contenant des demandes de renseignements sur toute une série de problèmes, aucune réponse ne lui est parvenue. Certes nous avons essayé dans la mesure du possible de nous rendre compte par nous-mêmes, en allant visiter les A.G.E., de leur situation, tant sur le plan matériel que politique. Si les A.G.E. de la majorité ont répondu à notre souci, ce qui se comprend aisément, les A.G.E. de l'opposition, à l'exception d'une d'entre elles, n'ont jamais voulu qu'un dialogue s'instaure entre la direction nationale et les directions locales. Nous nous sommes étonnés en particulier qu'alors que le B.N. avait demandé au début du premier trimestre les dates de toutes les instances délibératives des A.G.E. afin de pouvoir y provoquer un débat qui lui paraissait nécessaire, qu'aucune A.G.E. lui ait répondu exception faite de l'A.G.E. de LILLE. Ce type de phénomène outre les problèmes politiques qu'il pose rend évidemment impossible toute liaison entre le Bureau National et le mouvement dans son ensemble.

Ce retranchement des A.G.E. dans leur tour d'ivoire, nous avons pu l'expérimenter à nouveau à l'occasion de la campagne revendicative. Bien que le B.N. ait envoyé pendant la campagne revendicative une circulaire demandant aux A.G.E. de lui envoyer une documentation complète allant jusque-là des coupures de presse régionale sur la manière, les thèmes et les modalités selon lesquelles la campagne avait été menée, il n'a reçu en tout et pour tout comme réponses que celles des A.G.E. de CAEN - DIJON - LYON - REIMS - ANGERS - POITIERS, c'est-à-dire des A.G.E. soutenant la direction nationale pour majorité d'entre elles. De quel droit est-ce que les A.G.E. qui condamnent le Bureau National pour son manque de directivité, peuvent-elles intervenir, alors qu'elles sont incapables de remplir et de renvoyer un simple questionnaire ?

Il nous apparaît d'autre part qu'il serait intéressant de savoir quel est l'état des corpos. Là encore le Bureau National a essayé de connaître la situation soit dans le but de reconstruire des offices où le redémarrage de la réflexion pourrait être fait, soit dans le but de voir quelles sont les corrélations qui existent entre les corpos, lieu où doit s'effectuer la pratique syndicale, et les directions politiques des A.G.E. Nous attendons une réponse des A.G.E. à cette question.

C'est donc à elles et à elles seules qu'il appartient maintenant de faire le point sur leur état organisationnel.

Les instances du mouvement avaient pris depuis le Congrès de Grenoble l'aspect permanent d'une foire d'empoigne que l'on qualifiait de politiques facilement pour mieux cacher ses propres faiblesses, pour mieux masquer son incapacité dans la majorité des cas à faire état d'une pratique syndicale authentique sans laquelle la discussion politique n'est jamais qu'affrontement théorique, décalée par rapport à la réalité du mouvement à tous ses niveaux, mystifiée par rapport à toute direction nationale qui veut accomplir correctement son rôle. Le Bureau Terrel avait le premier dénoncé ce danger ; il en avait fait une des raisons essentielles de son départ. Nous pouvons dire en accord avec lui que le débat politique ne peut avoir lieu que dans un mouvement ayant fait ses preuves sur tous les plans et notamment sur celui de la discipline syndicale. Le congrès de Lyon dans le cadre des commissions avait connu un débat un peu moins irréel. L'Assemblée Générale de Novembre a confirmé cette impression pour la première fois depuis longtemps. Nous avons vu des A.G.E. intervenir non plus en fonction de grands schémas théoriques, mais en fonction de leur pratique, des difficultés qu'elles rencontraient quotidiennement et ce n'était qu'en fonction de cet ensemble qu'elles prétendaient telle orientation plus juste que telle autre. En d'autres termes, elles avaient fait une liaison entre leurs possibilités d'intervention au vu de l'état du milieu qu'elles devaient mobiliser pour la lutte, et une orientation dont les justifications théoriques pouvaient trouver leur concrétisation dans une expérience. Il est aussi faux de vouloir faire découler la pratique de la théorie, que la théorie de la pratique. La ligne politique surgit à l'interaction des deux, il ne peut et ne doit y avoir de relation mécaniste entre les deux phases.

Il semble indispensable à la direction nationale de poursuivre ce type de débats. L'affrontement politique de leaders dont le brio oratoire fait souvent plus d'impression que le contenu des interventions doit cesser. C'est une des raisons qui nous fait reprendre pour cette Assemblée Générale le système des commissions. Certes le débat politique n'en est pas absent, il ne pourrait en être ainsi sous peine de tomber dans le corporatisme ou le Clubisme le plus plat, mais les formes qu'il prend sont plus en prise directe sur la réalité du mouvement.

Il est impossible de parler de l'état du mouvement sans faire référence au rapport de force qui y est représenté et à l'évolution de ce rapport de force depuis le congrès de Lyon. A l'heure actuelle nous pouvons dire que depuis Juillet que la majorité s'est renforcée et que l'opposition a connu des fortunes diverses.

Les "Majos" constituent de fait l'opposition quantitativement la plus importante à savoir que les seuls mandats qu'ils détiennent constituent, si ce n'est une majorité viable, tout au moins une force de pression suffisante dans une conjoncture donnée pour déclencher une coalition allant à l'encontre de leurs projets, coalition qui, loin de régler les problèmes de direction nationale et de ligne du mouvement, ne ferait que les obscurcir. Pour sa part, le Bureau National pense que le problème des majos est un problème politique qu'il lui faut régler en tant que tel. Les différentes élections de la M.N.E.F. qui permettent de tester l'influence qu'ils ont en province, tendent à prouver qu'ils sont loin de représenter à l'heure actuelle une éventuelle direction de rechange. Le Bureau National pense qu'il n'est pas besoin de les exclure, la solution prise lors de la dernière Assemblée Générale lui paraissant suffisante. Si le problème des Majos se règle un jour, ce sera lorsque les minos auront fait la preuve de leurs capacités à intervenir, à mobiliser le milieu, ce que n'arrivent pas à faire les majos. Quels que soient les subterfuges politiques juridiques ou organisationnels qu'ils emploient nous restons fondamentalement persuadés que la ligue de type poujadiste et réformiste qu'ils développent est condamnée à terme.

Les A.G.E., que l'on continue d'appeler le groupe des onze A.G.E. à cause du texte qu'elles signèrent au terme du congrès de Lyon, ont vu au cours de la période qui a suivi la rentrée leur nombre diminuer de moitié. Quoi qu'il en soit, et quelles que soient les critiques sur le plan de la ligne qu'elles développent que nous pouvons faire à ces A.G.E., nous pensons que ce sont elles qui pourraient éventuellement prendre la relève de la direction de l'U.N.E.F s'appuyant sur un corporatisme que l'on politise conjoncturellement parce que l'on est de gauche

et qu'être de gauche à l'heure actuelle c'est d'être partie prenante de ce grand courant démocrate et "socialiste" qui a pour but de réunir tous les démocrates épris de progrès, ces A.G.E. correspondent de fait à un courant qui, bien que non structuré de manière très forte à l'université, répond à des motivations latentes d'anti gaullisme viscéral chez bon nombre d'étudiants. Incapables de poser les problèmes en termes adéquats, refusant de voir en face quelle est la conjoncture politique nationale, ce qu'elle a de vicié et les dangers qu'elle fait courir à ceux auxquels elle prétend apporter des solutions définitives, ces A.G.E. se contentent de cautionner l'idéologie de centre gauche d'une bonne partie du milieu étudiant. Il est un poujadisme de gauche comme il en existe un de droite. Espérons seulement qu'ils ne finiront pas par se confondre par leur incapacité respective à déboucher politiquement. Nous ne pouvons que répéter à ces A.G.E. ce que nous leur avons toujours dit : le rôle de l'organisation étudiante n'est pas de cautionner les aspirations immédiates des étudiants. Il est de faire prendre conscience au plus grand nombre d'entre eux que les problèmes fondamentaux ne pourront être abordés que de façon immédiate et réglés que selon des modalités contestatoires de leurs aspirations premières et révélatrices de leurs intérêts fondamentaux. En d'autres termes la manière subjective de la majorité des étudiants d'aborder leurs problèmes spécifiques ne correspond pas à l'objectivité de leurs intérêts à cause des mécanismes de pression, de mystification et d'aliénation que l'idéologie dominante fait peser sur eux. Le rôle du militant syndical est de faire dépasser l'ensemble du milieu sans poujadisme latent. Encore une fois, nous disons à ces A.G.E. que les conditions matérielles de vies et de travail ne sont que des préalables mineurs à la démocratisation de l'enseignement. Les véritables préalables, significatifs politiquement lorsque l'on mène une action revendicative à leur égard, sont ailleurs. C'est au niveau des aspects qualificatifs des problèmes au niveau des structures de l'université partie prenante de manière originale et relativement autonome de l'ensemble de la formation professionnelle que se situent les points d'impacts essentiels de toutes nos revendications.

Depuis le congrès de Lyon, l'opposition que l'on peut qualifier d'extrême gauche pour lui faire plaisir n'a guère avancé. Certes quelques A.G.E. ou corpos semblent être influencées par la manière facile d'aborder les problèmes selon des schémas simples, des mots d'ordre généreux autant que généraux. Nous croyons qu'elle est condamnée à terme parce qu'elle possède en son sein des éléments de division importants sur des problèmes fondamentaux (notamment dans le domaine international) d'une part et que d'autre part elle se révèle incapable d'avoir une pratique d'intervention permanente à la base. Il apparaît que les qualités essentielles des militants et des responsables de cette tendance sont de nature physique et que ces qualités leur permettent bien souvent d'en remplacer d'autres bien plus essentielles, telles que celles qui permettent de respecter la discipline syndicale. Peut-être y a-t-il relation de cause à effet.

Reste la majorité qui n'est pas absolue, mais qui reste de fait, et qu'on le veuille ou non, seule majorité possible pour le mouvement. Issue dans son ensemble de l'ancienne minorité de l'U.N.E.F., elle a repris à son compte l'ensemble de la ligne universitaire qui avait été définie à Toulouse. Elle a pour elle l'avantage de savoir ce que c'est que d'être une majorité c'est-à-dire de comprendre qu'il ne s'agit pas seulement de voter une orientation, mais qu'il faut encore la faire passer dans la pratique. Elle sait que la ligne universitaire ne règle pas tous les problèmes, mais elle sait aussi que c'est la seule qui permet au syndicat d'assumer sa vocation d'organisation de masse sur un programme et sur une stratégie acceptable politiquement. Au cours de la campagne elle a certes montré ses faiblesses, mais elle a aussi montré sa force. Une manifestation de rue n'est pas obligatoirement significative de l'état du mouvement. Une grève ou colloque réussis peuvent l'être bien d'avantage, s'ils font faire un bond en avant au niveau de conscience des étudiants. Toute mobilisation n'a de signification et de chance de se prolonger de manière efficace que si les objectifs mis en avant sont clairs pour la grande majorité. Toute manipulation des masses se retourne un jour ou l'autre contre ses auteurs, c'est là sans doute la force essentielle de cette majorité. Elle sait que le travail d'explication politique à la base, la réalisation d'expériences multiples, la mise sur pied de structure permanente de type syndical, sont autant de difficultés à surmonter tant sont prégnants les modèles idéologiques bourgeois dans l'université. Mais elle sait aussi que ce sont autant de réalisations efficaces et autrement efficaces que mettre une fois l'an les étudiants dans la rue sur des objectifs dont la signification politique leur échappe totalement. Elle fait la preuve que bien comprise et débarrassée d'un certain nombre de ses ambiguïtés passées, la ligne universitaire est la seule problématique cohérente pour le mouvement étudiant. Cette majorité n'est pas pressée ; même si elle perdait la direction de l'U.N.E.F. elle n'en continuerait pas moins son travail à la base, qui est le seul signifiant politiquement. Certains camarades critiquent le caractère non hégémonique pour le moment de cette majorité ; qu'ils se rassurent notre projet est l'hégémonie du courant syndical que nous représentons sur le mouvement étudiant. En revanche nous sommes prêts à leur poser toute une série de questions sur les manières dont ils envisagent les problèmes de direction du mouvement au vu de la manière dont ils l'assument dans certains A.G.E., et non des moindres. Cette majorité assume mais n'entend pas subir une situation de fait.

Ce rapide tour d'horizon de la carte politique de l'U.N.E.F. nous amène à poser un problème essentiel dans la vie du mouvement, celui de la discipline syndicale. Ce que la direction nationale avait prévu avant la campagne revendicative s'est avéré exact dans sa réalisation. Les mandats qui avaient été donnés lors de l'Assemblée Générale de Novembre n'ont pas été respectés par l'opposition.

Les modalités d'action avaient été précisées, les thèmes d'intervention également. En fait chaque A.G.E. a fait ce que bon lui semblait. Il est compréhensible à la limite que, plutôt que de voir une grève ou un meeting échouer, une direction préfère lui substituer telle ou telle autre forme d'action. Il est inadmissible en revanche que des thèmes, des mots d'ordre, une orientation, c'est-à-dire la signification politique d'une action, soient volontairement mutilés et dérivés de leur sens originel de cette façon par des directions. La direction nationale comprend fort bien pour quelles raisons dès lors elle n'a pas reçu les renseignements escomptés de la part des A.G.E. sur la manière dont elles avaient mené la campagne. Nous avons dû aller puiser nos renseignements ailleurs et notamment dans la presse régionale. Sur Paris, 100 000 tracts avaient été tirés par le Bureau National ; 20 000 seulement ont été distribués.

De ce refus total de discipline syndicale nous tirons deux conclusions. La première est que le mouvement reste partiellement le champ clos des rivalités politiques. Certains camarades sont incapables de comprendre que la responsabilité politique d'un militant syndical ne se confond pas avec la responsabilité syndicale d'un militant politique : à partir du moment où le militantisme politique vu au seul travers du prisme déformant de l'organisation politique à laquelle on appartient prend le pas sur le militantisme syndical, il est évident que la discipline syndicale ne s'impose plus. Nous attendons dès lors de ces camarades responsables d'A.G.E. ou de corpos qu'ils nous expliquent comment ils peuvent justifier le maintien d'une organisation syndicale ayant pour souci primordial un minimum d'efficacité, autrement que par le fait que c'est le seul champ d'intervention qui leur permette de trouver une plus large partie que par le seul biais de leur organisation politique. La seconde conclusion que nous tirons de ce refus de la discipline syndicale est que, quelles que soient les options dont elles se recommandent, les A.G.E. de l'opposition ont pour seul souci leur maintien à tout prix à la direction locale du mouvement. En d'autres termes il n'est pas admissible que certains emploient sans discontinuer le terme de bureaucratie alors qu'ils font en permanence la preuve manifeste que leur seul souci est de remplacer la bureaucratie rivale par leur propre bureaucratie.

En conclusion nous dirons que le respect de la discipline syndicale est la condition absolue de toute action. Les propositions d'actions au cours du second trimestre nous permettront de vérifier dans le cadre de leur réalisation si les responsables syndicaux ont compris la nécessité politique pour la survie du mouvement de respecter à l'avenir cette discipline qui n'est pas tant un problème de modalités d'action que de respect de l'orientation. Peut-être préféreront-ils apporter d'autres pièces au dossier qui les concerne.

La menace de bureaucratie qui semble guetter le mouvement à court terme nous semble d'autant plus dangereuse qu'elle hypothèque gravement l'avenir. La volonté de certains de rester

au pouvoir à tout prix ne peut connaître qu'une seule issue : la fossilisation du mouvement étudiant circuit fermé des discours politiques où plutôt que de risquer de se voir mettre en minorité les directions refusent l'ouverture du débat et la libre circulation de l'information en provenance du Bureau National. Toute tentative de remettre sur pied des structures anciennes telles que les J.E.S. ou les offices techniques est vouée d'avance à l'échec. Ce qu'il s'agit de faire, c'est de faire, c'est de tester quels sont les thèmes les plus opératoires sur le milieu en fonction d'une double exigence : celle du réalisme politique d'une part et celle de la discipline syndicale d'autre part. Il ne nous semble pas en effet que la capacité de réflexion théorique de l'ensemble du mouvement ait beaucoup avancé ces dernières années ; cela tient pour l'essentiel aux luttes qui opposèrent jadis minorité-majorité. Mais encore ces débats avaient-ils quelque intérêt dans la mesure où d'une part ils se situaient en référence à une pratique syndicale, et où d'autre part ils étaient suivis d'une discipline absolue dès lors qu'une majorité s'était retrouvée en accord sur des thèmes d'intervention nationaux. A partir du moment où le seul intérêt des A.G.E. est de démontrer qu'elles possèdent des responsables plus formés que d'autres et qu'elles refusent de prendre en considération les votes des instances du mouvement, la solution se trouve dans un bureau national de gestion à seule vocation technique laissant le champ libre aux A.G.E. quant aux lignes et aux thèmes d'intervention qu'elles voudraient développer.

Que ces A.G.E., que ces responsables sachent bien aujourd'hui qu'étant donné la connaissance qu'ils ont du mouvement, le Bureau National estime que la poursuite de telles attitudes irresponsables ne peut que conduire à la faillite du mouvement. De deux choses l'une, ou bien ils se plient à la discipline syndicale ou bien ils assument dès aujourd'hui la responsabilité de conduire le mouvement étudiant à sa perte. Espérons que ces camarades ont encore la capacité de comprendre de ce que signifiera pour eux la prise d'une telle responsabilité. Un mouvement national ne peut vivre et se développer qu'à partir du moment où toutes les actions sont développées dans le même sens. L'éclatement d'actions nationales dans des directions différentes, voire contradictoires par rapport à l'orientation du mouvement ne peut conduire celui-ci qu'à sa destruction. Reste à certains l'espoir qu'ils renforceront par quelques miettes une autre organisation, celle à laquelle ils appartiennent mais qui n'est pas de nature syndicale. Espérons pour le moins que ce n'est pas là que se situe leur volonté fondamentale, explication de leur indiscipline syndicale.

Bien que la campagne revendicative n'ait pas connu toute l'ampleur qu'elle aurait pu revêtir en d'autres circonstances, le Bureau National entend continuer son travail de reconstruction du mouvement.
